

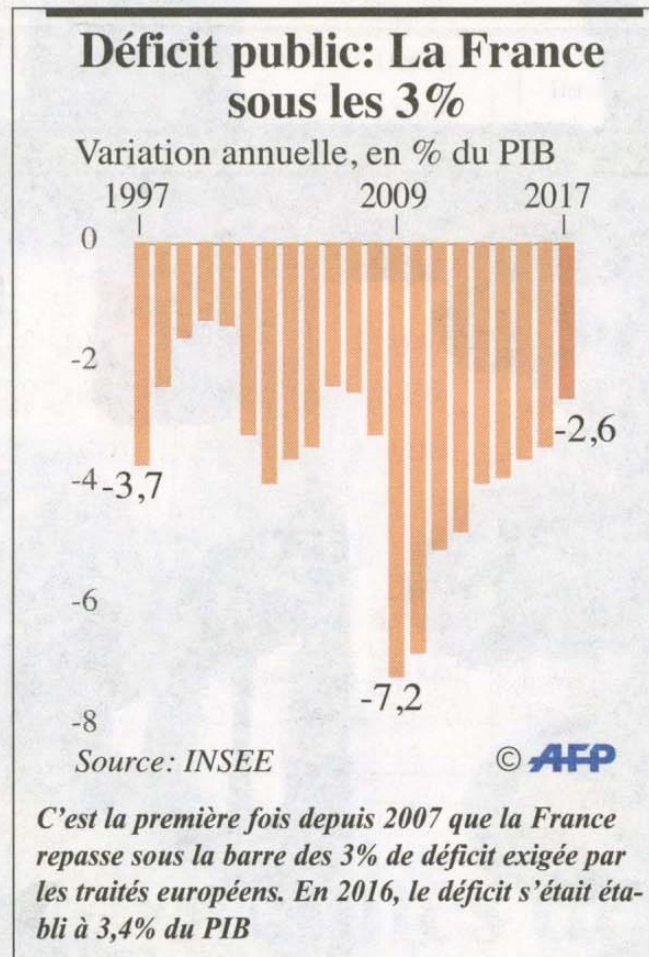
France: Si le déficit public baisse, la dette gonfle

• Le premier s'élève à 2,6% du PIB, la seconde est notifiée à 97% du PIB

• Les nouveaux indicateurs de l'Insee

VOILÀ une bonne nouvelle pour le gouvernement français. En ramenant son déficit public à 2,6% du produit intérieur brut (PIB), la France (l'un des principaux partenaires commerciaux du Maroc) est revenue, en 2017, dans les clous budgétaires européens. Et ce, à la faveur d'une croissance plus forte qu'anticipée (2% l'an dernier). En effet, selon les indicateurs de l'Insee (l'Institut national de la statistique et des études économiques) publiés le 26 mars, le déficit public s'est établi l'année dernière à 59,3 milliards d'euros, soit 2,6% du PIB après 3,4% en 2016. «Nous avons tenu nos engagements. Pour la première fois depuis dix ans, nous sommes dans la bonne direction. Ça nous permet de retrouver notre crédibilité en Europe...», s'est réjoui le ministre des Finances, Bruno Le Maire, dans une déclaration à la presse étrangère.

Dans son projet de loi de finances 2018, le gouvernement français a inscrit



un déficit de 2,8% cette année et 2,9% en 2019. Au vu des résultats de 2017, ces chiffres pourraient cependant être revus à la baisse. D'autant plus que la croissance 2018 s'annonce plus forte que le 1,7% actuellement prévu. L'Insee ne publie pas pour l'heure de prévision pour l'ensemble de 2018, mais la Banque de France table, d'ores et déjà,

sur une croissance de 1,9% cette année, tout comme le FMI. Tout en se montrant optimiste, l'OCDE prévoit une accélération de l'activité avec une hausse de 2,2% du PIB cette année.

D'après les chiffres de l'Insee, les rentrées de TVA sont en hausse de 7,6 milliards d'euros (après +2,8 milliards d'euros), sous l'effet notamment de l'accélération de l'activité économique. «Il reste un chemin important à faire pour rétablir l'équilibre des comptes publics», a reconnu toutefois Bruno Le Maire. Pour l'Insee, l'amélioration généralisée des comptes de l'Etat, de la Sécurité sociale et des collectivités n'a toutefois pas permis de faire refluer la dette publique.

Fin 2017, la dette des administrations publiques (dette brute consolidée en valeur nominale) s'élève à 2.218,4 milliards d'euros. Elle s'accroît de 65,9 milliards d'euros en 2017, après +51,3 milliards d'euros en 2016. Elle atteint 97% du PIB fin 2017 après 96,6% à fin 2016, soit +0,4 point. La dette publique nette croît un peu plus modérément. Elle s'établit à 87,7% du PIB, après 87,5% en 2016. Dans son appréciation du risque pays du mois de janvier 2018, Coface avait également mis l'accent sur deux points essentiels: «Le déficit public devrait rester sous la barre des 3% en 2018, mais la dette publique, parmi les plus élevées de la zone euro, restera l'une des rares à ne pas s'alléger». Aussi, la croissance devrait évoluer autour du même taux: (1,8% pour 2017 et 2018, selon Coface). Et ce, grâce notamment à l'accélération de l'investissement des entreprises et au rebond des exportations d'électricité et du tourisme. □

F. Z. T.